

Semaine décisive pour Angela Merkel

Le pré-sommet européen dimanche sur l'immigration n'a pas débloqué le dossier. La ligne de fracture sur la question migratoire traverse et menace la majorité d'Angela Merkel, qui joue sa survie politique dans les prochains jours.

NATHALIE VERSIEUX

À BERLIN

Le mini-sommet à 16 improvisé par Jean-Claude Juncker dimanche au siège de la Commission, avait pour but de progresser vers un compromis européen sur les questions migratoires. Il devait aussi permettre de «sauver» Angela Merkel, dont la majorité pourrait implorer faute de solution commune lors du sommet à 28 de la fin juin.

Deux camps se forment aujourd'hui face sur les questions migratoires: l'axe Madrid-Paris-Berlin envisage des centres fermés sur le sol européen, en Italie notamment, qui seraient chargés de traiter les demandes d'asile, tandis que l'axe Rome-Vienne-Berlin réclame – du moins au niveau des ministres de l'Intérieur ultra-conservateurs de ces trois pays – un recours massif aux expulsions et l'instauration de centres de regroupement en dehors de l'Union. La ligne de fraction traverse et menace la fragile majorité d'Angela Merkel.

Centre d'enregistrement

Faute d'accord entre les participants, le mini-sommet de dimanche a débouché sur un communiqué expurgé. L'un des rares points d'accord entre les participants serait la proposition soutenue par Paris et Berlin, de multiplier les hotspots (centres d'enregistrement) en Afrique du Nord pour éviter que les migrants sans perspective d'asile ne posent le pied sur le sol européen. «*Ces camps, résume le quotidien Süddeutsche Zeitung, sont présentés comme la solution miracle, alors que les experts sont d'accord pour dire que cette solution n'est pas praticable et que les pays cités pour les accueillir ne sont pas prêts à coopérer!*»

Faute de consensus, la rencontre, résumait dimanche soir Emmanuel Macron, «*a permis d'éliminer des solutions non-conformes à nos valeurs, comme les stratégies de refoulement*». L'Autriche et le Danemark avaient notamment évoqué la création de camps fermés dans des pays proches de l'Union européenne, par exemple en Albanie, pour y enfermer les déboutés du droit d'asile, voire les naufragés sauvés en Méditerranée.

L'idée de «centres pour migrants» sur le territoire européen n'est pas pour autant complètement écartée. La France et l'Espagne défendent ainsi avec Berlin la création de centres d'ac-

cueil dans des ports réputés «sûrs» de l'Union européenne, notamment en Italie. Ces centres généreraient les demandes d'asile, avec du personnel venu d'autres pays européens. L'Italie et la France envisagent par ailleurs la possibilité de «sanctions financières» contre les pays qui refuseraient d'accueillir un quota de migrants pour décharger les pays d'arrivée (essentiellement Italie et Grèce).

Le mini-sommet de dimanche était pour Angela Merkel le prélude à une semaine chargée, pour tenter de désamorcer la crise politique qui la menace. Les instances dirigeantes des trois partis de sa coalition se retrouvent mardi pour évoquer la crise, alors que le parti social démocrate s'impatiente face à l'incapacité de la CDU et de la CSU à régler leur différend. Jeudi, la Chancelière doit présenter au Bundestag sa stratégie en vue du sommet des 28 et 29 juin. Et elle pourrait avoir à décider dès lundi prochain de se défaire du très indiscipliné ministre de l'Intérieur Horst Seehofer, ce qui mettrait fin à sa coalition.

La majorité de la chancelière pourrait implorer faute de solution commune sur les questions migratoires lors du sommet de l'UE.